

Même les électeurs de gauche trouvent qu'il y a trop d'immigrés

écrit par Bernard Germain | 13 avril 2023



La fondation Jean-Jaurès fut créée par Pierre Mauroy. C'est un *think tank* du Parti socialiste.

Cette fondation vient de publier un article d'Adelaïde Zulfikarpasic, **directrice générale de BVA France**.

Cet article s'appelle « *L'immigration, ce grand tabou (de la gauche)* ». Il fait suite à une large enquête de l'institut BVA sur ce sujet.

À mon avis, il risque de faire grand bruit dans le landernau politique, habitué à ronronner selon les discours des bien-pensants sur le thème : « l'immigration est une chance pour la France »... « on s'enrichit de nos différences culturelles »... et autres fadaïses répétées en boucle par tous les organes de presse favorables à l'immigration, ainsi que par de nombreux partis politiques principalement de gauche, c'est-à-dire d'extrême gauche puisque la gauche traditionnelle a été dévorée par la NUPES.

Ce que révèle cet article est tout à fait intéressant, puisqu'il met en lumière que les opinions pro-immigration de la gauche et des bien-pensants sont en complet décalage avec ce que pensent les Français, y compris ceux se réclamant de la gauche.

En clair, malgré le rouleau compresseur médiatique, malgré les incessants discours culpabilisateurs des bien-pensants et de leurs représentants politiques, les Français sont de moins en moins nombreux à être favorables à l'immigration.

Ainsi, selon l'étude BVA, **48 % des sympathisants de gauche jugent qu'il y a trop d'immigrés en France.**

C'est 21 points de plus qu'en 2018. Ce sentiment est majoritaire chez les sympathisants de La France insoumise et ceux d'Europe Écologie-Les Verts.

21 % de plus en 4 ans, c'est énorme. Une évolution phénoménale de l'opinion publique.

Pour un coup de tonnerre... c'est un fameux coup de tonnerre !

De son côté, le gouvernement qui est bien informé de la situation réelle du pays ne s'y est pas trompé.

Darmanin souhaitait, en septembre 2022, le vote d'une loi plus sévère sur l'immigration.

Le Premier ministre, Élisabeth Borne, avait refusé. Elle indiqua qu'il fallait à la place un grand débat au Parlement durant les trois derniers mois de l'année 2022.

On se demande bien pourquoi il aurait fallu trois mois de discussions alors que tous les problèmes liés à l'immigration sont largement connus.

En fait, c'était simplement pour enterrer le projet de loi Darmanin de septembre.

D'ailleurs, s'il en fallait une preuve, il n'y eut aucun débat sur ce thème fin 2022 au Parlement.

En février 2023, un autre projet de loi sur l'immigration fut présenté en Conseil des ministres.

Sa discussion au Parlement vient d'être repoussée aux calendes grecques, notamment du fait de la crise sociale en cours sur les retraites.

Effectivement, rajouter l'immigration dans ce contexte aurait été hautement inflammable.

L'exécutif a donc sagement renvoyé tout cela à plus tard, en prévoyant aussi de diviser le texte initial en plusieurs textes afin, espère-t-il, qu'il puisse faire passer sa politique plus facilement.

Mais le moins qu'on puisse dire, c'est que ce n'est pas gagné.

Revenons à l'enquête BVA sur l'immigration.

Lorsqu'on lit les résultats de cette enquête, on ne peut qu'être frappé par le fait que les Français ont bien identifié

les problèmes.

Quatre grands thèmes structurent les positions négatives (85 % des réponses) autour du sujet :

- l'idée, exprimée de façon claire et sans ambages, selon laquelle **il y a tout simplement « trop d'immigrés » en France**
- l'idée, plus nuancée, selon laquelle **la France n'a pas les moyens d'accueillir des immigrés**
- le sentiment que **l'immigration est la source de nombreux maux** (violence, insécurité...)
- enfin, le sentiment que **les immigrés jouissent de trop nombreux droits.**

En ce qui concerne le dernier point (les droits des étrangers), on peut même préciser que ce qui exaspère tant nos concitoyens, c'est qu'on fait pour les étrangers ce qu'on ne fait pas pour les Français, qui, eux, cotisent et payent des impôts et pourtant ont des droits inférieurs à ceux des migrants.

Souvenons-nous de ce couple avec 4 enfants, obligé de vivre dans une caravane sur un terrain insalubre parce qu'il n'y a pas de logement social pour eux. Pourtant ils travaillent et payent leurs impôts et cotisations sociales.

Mais ce sont les immigrés qui sont prioritaires pour les logements sociaux.

Autre exemple, ce SDF obligé de vivre dans la rue à Paris, suite à un accident du travail qui l'a contraint à quitter son logement qu'il ne pouvait plus payer. Depuis qu'il est guéri, il souhaite pouvoir retravailler mais ne le peut pas car il n'arrive pas à obtenir un logement. Donc embauche impossible.

Il est condamné à rester dans la rue parce que les logements sociaux sont là aussi donnés en priorité aux migrants.

Cela, les Français ne le supportent plus.

Pour mémoire, nous rappellerons qu'à Callac, c'est sur ce problème que s'est fracassé le projet Horizon du maire et de la fondation Merci.

Les habitants ont dit : « **Pourquoi y a-t-il autant d'argent pour les migrants et pas un euro pour aider les habitants pauvres de Callac ?** »

Ce rapport de la fondation Jean-Jaurès vient à point nommé tordre le cou de la campagne insensée des bien-pensants qui, pour expliquer leur échec, essayent de faire croire que ce serait l'extrême droite qui aurait par la violence imposé l'arrêt du projet.

Comment « l'extrême droite » aurait-elle pu réaliser cela sans l'appui de la population ?

La population nous a soutenus et a imposé le retrait du projet parce que nous disions ce qu'elle pensait : « **Il y en a assez de toutes ces mesures en faveur des migrants pendant que dans le même temps, les Français pauvres sont abandonnés à leur triste sort** ».

C'est aussi simple que cela.

Enfin, il convient de souligner un problème qui est une des seules justifications de l'immigration : faire venir des immigrés pour compenser le manque de salariés dans les métiers « sous tension ».

Là encore la gauche (mais pas que) est victime d'une amnésie étonnante.

Faut-il rappeler que de tous temps, lorsque la gauche ressemblait encore à quelque chose, il était clair que l'immigration était « l'armée de réserve du capital », dont l'un des avantages était de pouvoir faire baisser ou maintenir très bas le niveau des salaires.

Parce que, même mal payé, un travailleur immigré gagne plus en France que dans son pays d'origine.

Les fameux métiers sous tensions (restauration, agriculture...) ne sont pas réputés pour payer grassement leurs salariés.

Dès lors est-il étonnant que les Français ne se bousculent pas pour occuper ces postes ?

Quant aux employeurs de ces secteurs, n'ont-ils pas intérêt à ce que cette situation perdure ?

Il n'est donc guère étonnant de les voir demander aux autorités des mesures pour favoriser l'arrivée de migrants dans ces secteurs, en accablant au passage les Français.

Au final, depuis Mitterrand et le célèbre « touche pas à mon pote », la gauche n'a pas cessé de faire la promotion de l'immigration.

Cela s'est même traduit sur le plan politique par le rapport de Terra Nova qui prônait l'abandon de la « classe ouvrière » comme base électorale et son remplacement par les immigrés et les minorités, notamment sexuelles.

L'affaire a malheureusement fonctionné pendant de nombreuses années.

Il semble avec cette étude BVA que la tendance soit en train de se retourner dans l'opinion publique. Il était temps...

Ce n'est pas nous qui allons nous en plaindre.

Bernard GERMAIN

<https://ripostelaique.com/meme-les-electeurs-de-gauche-trouvent-quil-y-a-trop-dimmigres.html>